


<p><b>REPUBLIQUE FRANCAISE</b></p>	<p><b>dossier n° DP05706423P0008</b></p>
<p><b>Commune de BERLING</b></p> 	<p>date de dépôt : 15/05/2023  demandeur: EDF ENR  pour : Installation d'un générateur photovoltaïque  adresse terrain : 4 Rue de Phalsbourg 57370 Berling</p>

**ARRÊTÉ**  
**portant retrait d'une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de BERLING**

**Le Maire de BERLING,**

Vu le code de l'urbanisme ;  
Vu la Carte Communale approuvée le 10/11/2010 ;  
Vu la déclaration préalable déposée en date du 15/05/2023 ;  
Vu la demande de retrait déposée le 16/05/2023 ;  
Considérant que les travaux n'ont pas débuté ;

**ARRÊTE**  
**Article Unique**

La demande de déclaration susvisée est RETIREE

BERLING, le 22/05/2023

**Le Maire**  
Ernest HAMM



*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).